

AMÉRIQUE LATINE - Dialogue interreligieux et option pour les pauvres : 2, situation du catholicisme

Gabriele Cipriani & Virgílio Leite Uchôa

mercredi 13 juin 2012, mis en ligne par [Dial](#)

Le réseau de catholiques des Amériques [Amerindia](#) a publié un rapport intitulé [Observatoire socioecclésial latino-américain 2011 : dialogue interreligieux et option pour les pauvres](#) (mai 2011, 34 p.) qui fait le point sur la situation des églises en Amérique latine. Nous en publions trois extraits dans les numéros de [mai](#) [1], [juin](#) et [juillet](#) 2012. Le deuxième, ci-dessous, décrit les évolutions et leurs enjeux au sein du catholicisme. Le rapport final, rédigé par Gabriele Cipriani et Virgílio Leite Uchôa, s'appuie sur des rapports nationaux à la charge de Guillermo Meléndez (Costa Rica), Marta Orsini (Bolivie) et José Guadalupe Sánchez (Mexique).

Situation spécifique dans le catholicisme

L'Église Catholique affronte de façon ambiguë aussi bien les changements culturels, sociaux, politiques et économiques, que la pluralité du champ religieux. Il s'agit, en même temps, d'une ambiguïté que nous pourrions appeler *institutionnelle* et d'une ambiguïté *pastorale*, ce qui accroît pour les personnes les difficultés à redéfinir leur identité chrétienne à un moment de profonds changements.

Le déclin institutionnel

Durant des siècles, le catholicisme latino-américain s'est développé pratiquement sans concurrence. L'Amérique latine et les Caraïbes, comme l'on sait, « naquirent » catholiques. L'expansion ibérique signifia aussi l'expansion du catholicisme en Amérique latine et dans les Caraïbes grâce à l'union de la croix et de l'épée, du trône et de l'autel. Ce fait n'a pas changé avec la proclamation de l'indépendance. Même avec la constitution d'États-nations sur le continent, bien des pays adoptèrent légalement le catholicisme comme religion officielle, avec, pour conséquence, l'absence ou la limitation de la liberté religieuse dans la région.

La hiérarchie catholique, qui avait construit une relation préférentielle avec les États au fil des décennies, a essayé de garantir le respect des concordats, des accords signés et de ceux qu'elle essaie encore de signer. Elle s'est comportée de manière ambiguë lors des régimes militaires, même si plusieurs évêques et des milliers de militants catholiques ont risqué leur vie au nom de la liberté et des droits humains. Elle a apporté un soutien clair aux forces religieuses et politiques conservatrices qui se reconstituent peu à peu en cette période de transition démocratique, laissant de côté les idéaux construits dans le sacrifice sous l'inspiration et l'impulsion rénovatrices données par le Concile œcuménique Vatican II, s'éloignant des mouvements populaires et du soutien à ses propres pastorales sociales catholiques. [2]

Il est important d'observer que le déclin de l'Église catholique en Amérique latine a commencé à se

manifeste de manière préoccupante à partir du pontificat du pape Jean-Paul II. Les statistiques antérieures ne faisaient pas encore apparaître clairement ce déclin. Le démantèlement des mouvements de l'Église de base et de tout l'appareil construit autour de la théologie et de la pastorale de la libération a été pris en charge par des membres de la hiérarchie, choisis à dessein dans ce but. Organisations et mouvements aux caractéristiques conservatrices, nationales et internationales, depuis le début des années 80, ont trouvé l'appui institutionnel d'une grande partie de la hiérarchie catholique.

La relation institutionnelle Église-État est un point fondamental dans la crise. L'effort rénovateur de l'Église catholique dans la période postconciliaire se lança en direction de la société et de ses problèmes, de ses joies et ses espérances, de ses souffrances et angoisses, privilégiant le service pastoral pour le peuple. Elle mit au second plan les privilèges d'une relation institutionnelle en affinités avec le pouvoir civil et militaire. En général, le catholicisme de tendances intégristes préfère la relation institutionnelle entre les États et les pouvoirs. Il se propose même d'aborder tout ce qui se passe dans l'État, dans l'intention de le conquérir par l'intermédiaire de laïcs catholiques. Le paradigme médiéval, revu par Léon XIII dans l'encyclique *Immortale Dei* (1/11/1895), après la fin des États Pontificaux, anime et oriente encore l'action restauratrice de la hiérarchie à partir des années 80.

« Dieu a donc divisé le gouvernement du genre humain en deux puissances : la puissance ecclésiastique et la puissance civile ; celle-là préposée aux choses divines, celle-ci aux choses humaines. [...] Il est donc nécessaire qu'il y ait entre les deux puissances un système de rapports bien ordonné [...].

Cette autorité, parfaite en soi, et ne relevant que d'elle-même, depuis longtemps battue en brèche par une philosophie adulatrice des princes, l'Église n'a jamais cessé ni de la revendiquer, ni de l'exercer publiquement. [...] Bien plus, elle a eu pour elle, en principe et en fait, l'assentiment des princes et des chefs d'État, qui, dans leurs négociations et dans leurs transactions en envoyant et en recevant des ambassades et par l'échange d'autres bons offices, ont constamment agi avec l'Église comme avec une puissance souveraine et légitime. » (Léon XIII, *Immortale Dei*)

En ce sens, est significative la reconquête du pouvoir des nonciatures dans le cadre des Conférences épiscopales, avec, en parallèle, l'affaiblissement institutionnel de ces dernières et l'augmentation du nombre d'États entretenant des relations diplomatiques avec le Saint Siège : en 1978, ils étaient 84 ; durant le pontificat de Jean-Paul II, ils sont passés à 174 et avec Benoît XVI ils ont atteint les 180. Il s'est établie une relation très forte entre l'Église et l'État, entre l'Église et les politiques ainsi qu'avec les armées par l'intermédiaire des aumôneries militaires. D'un côté, l'Église catholique cherche à obtenir de l'État des faveurs précises, comme une place prépondérante dans les politiques d'éducation et de santé, et de l'autre, les politiques cherchent à faire légitimer leurs actes par l'Église. Conséquence évidente : les orientations pastorales sont ambiguës. Les problématiques et conflits sont variés entre l'institution Église et les États qui revendiquent autonomie et laïcité. De fait, en vertu de la consolidation du pluralisme et des revendications des différents acteurs religieux et sociaux, les États sont amenés à changer leur relation traditionnellement préférentielle avec l'Église catholique. Il serait important d'observer les caractéristiques des concordats et accords entre les États du continent et des Caraïbes et le Saint-Siège, et d'enquêter sur les changements et le poids qu'ils représentent encore dans les positionnements politiques, sociaux et pastoraux de la hiérarchie catholique en Amérique latine. Il y a des pays latino-américains très laïcs, comme le Mexique, l'Uruguay et Cuba, et des pays catholiques en transition vers la laïcité. Cela facilite le pluralisme religieux d'un côté, de l'autre, cela stimule les fondamentalismes et les rivalités, et alimente aussi les tensions entre l'Église catholique et les États, car les expressions culturelles et les comportements sociaux ne légitiment plus la prétention catholique de régir la société.

Le déclin pastoral

L'ambiguïté pastorale est, à la fois, conséquence du déclin institutionnel et cause fondamentale de l'exode de catholiques vers d'autres expressions religieuses. La polémique, au niveau mondial, sur l'interprétation

authentique du Concile Vatican II [3] – instaurée et conduite par le cardinal Joseph Ratzinger avant qu’il ne devienne le pape Benoît XVI – a perturbé l’atmosphère théologique et pastorale de l’Église catholique, et elle mine les enthousiasmes de rénovation des leaders et des communautés. On a commencé à éteindre les lumières de Vatican II : l’œcuménisme chrétien, indiqué comme priorité pastorale pour le repositionnement catholique dans le contexte pluriel du christianisme, et le dialogue entre les religions, comme contribution à la construction de l’unité et de la paix de la famille humaine dans un contexte de fort pluralisme culturel, sont définitivement entrés en crise après l’encyclique *Dominus Jesus*. « Malgré les indiscutables succès du dialogue œcuménique – affirme le cardinal Kurt Koch, président du Conseil pontifical pour l’unité des chrétiens (nov. 2010) –, nous restons, dans un certain sens, au point de départ du Concile Vatican II ». L’œcuménisme survit ça et là, mais se multiplient les propositions de vieux chemins spirituels, les vieilles dévotions et les attitudes ecclésiastiques obsolètes en régime interne et dans les relations avec les Églises et les religions.

Le modèle institutionnel et pastoral traditionaliste prétend être l’interprète authentique de la tradition. Les bénéfiques pastoraux, inspirés par la théologie et la pastorale de la libération, telle l’implantation des communautés ecclésiales de vase – CEB –, les pastorales sociales, la lecture populaire de la Bible, sont regardés avec méfiance et même rejetés. De telles intuitions survivent aujourd’hui en souterrain, quand elles ne sont pas remplacées, avec un fort soutien de la hiérarchie, par des actions pastorales marquées du sceau préconciliaire. La référence aux documents du Conseil épiscopal latino-américain – CELAM – et des Conférences épiscopales nationales est soumise, comme dans les documents de Vatican II, au conflit des interprétations ou à l’oubli, pour favoriser les élans pastoraux placés sous le signe opposé. « Du côté de l’Église de chrétienté, dans les années 80, nous avons assisté à une croissance non négligeable de mouvements séculiers – nouveaux et anciens –, spécialement de ceux qui s’accordent le mieux avec le projet de restauration. On a encouragé, en effet, des mouvements d’une orientation très différente de celle des CEB, comme les charismatiques, les néocatéchumènes, les *focolari* et l’*Opus Dei*. Ils se sont ajoutés aux vieux mouvements de chrétienté et aux beaucoup plus anciennes fraternités et confréries qui, selon les zones, sont restées plus ou moins influentes. Quelques nouveaux mouvements ont semblé copier des procédés méthodologiques et même des points de vue théologiques fondamentalistes et pentecôtistes, mais le sacramentalisme régnant dans une grande partie de l’Église catholique de la région leur a permis d’être accueillis sans examen critique. En outre ils ont fréquemment adopté une mentalité et un comportement sectaires ». (Rapport Meléndez, p. 18-19)

L’empreinte d’une pastorale de masses et centrée sur les sacrements est mise en question par les demandes individuelles non prises en compte. L’invitation insistante pour rendre effective la pastorale de l’accueil n’atteint pas encore la force de la pastorale de la responsabilité individuelle, vieille empreinte du protestantisme. La participation aux sacrements n’a jamais été très grande au cours des siècles, mais ce qui est impressionnant, c’est la disparition de certains sacrements dans la vie des catholiques, comme la pénitence et le mariage ; l’onction des malades, aux mains des mouvements charismatiques, a définitivement perdu son caractère sacramentel ; le sacrement de l’ordre se réduit en fonction du nombre des vocations sacerdotales. Les sacrements de l’initiation chrétienne souffrent d’une réduction progressive : de moins en moins de baptisés, de premiers communiant, de confirmands. L’excessive dépendance envers le clergé et les instituts missionnaires continue de freiner l’action missionnaire des laïcs dont la liberté au sein et en dehors de l’Église, aussi bien dans la mission évangélisatrice que dans la politique, est assujettie au contrôle traditionnel, remis à l’honneur.

Le phénomène de la pluralité d’expressions chrétiennes et religieuses, en elle-même positive, dans ce contexte ambigu, affaiblit la foi et renforce la distanciation vis-à-vis de n’importe quelle institution religieuse. La croissante opposition à l’œcuménisme dans la majeure partie du clergé est renforcée par les attitudes anti-œcuméniques de la majorité des susdits nouveaux mouvements et nouvelles communautés. Dans ce contexte, l’éventuel retour à l’Église catholique signifie adhérer à l’ecclésiologie préconciliaire. Le dialogue interreligieux est de plus en plus considéré comme un domaine réservé aux spécialistes et dont l’objectif final est la conversion. La mission redevient un instrument de conquête spirituelle, pour faire revenir le continent au catholicisme.

On vit, par conséquent, dans l’Église catholique cette double ambiguïté : d’une part dans les relations

institutionnelles avec les autres Églises et religions et avec les États, d'autre part dans les orientations données aux fidèles. Ces derniers souffrent des changements qui surviennent dans la société et voient leur identité, construite dans d'autres contextes, démantelée par l'impact des orientations culturelles et situations sociales nouvelles.

Un [troisième extrait](#) de l'*Observatoire socioecclésial latino-américain 2011* est publié dans le numéro de [juillet 2012](#).

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3196.**

- Traduction de Sylvette Liens pour Dial.

- Source (espagnol) : [Observatoire socioecclésial latino-américain 2011 : dialogue interreligieux et option pour les pauvres](#), *Amerindia*, mai 2011.

En cas de reproduction, mentionner au moins le titre du texte original, la traductrice, la source française ([Dial - <http://enligne.dial-infos.org>]) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3196 - « [AMÉRIQUE LATINE - Dialogue interreligieux et option pour les pauvres : 1. panorama des religions](#) ».

[2] Cf. Premier Observatoire socioecclésial, 2010.

[3] Cf. Premier Observatoire socioecclésial, 2010.